

ÉTUDE SYNTHÈSE

AOÛT 2026

BAROMÈTRE DE LA RÉPUBLIQUE : SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Ipsos bva pour Le Laboratoire
de la République



LABORATOIRE
de
la RÉPUBLIQUE

Réalisée à un peu moins d'un an de l'élection présidentielle de 2027, cette deuxième vague du Baromètre de la République vise notamment à suivre l'évolution du rapport des Français aux valeurs républicaines. Elle permet aussi de mieux comprendre leurs perceptions vis-à-vis du climat politique, social et démocratique dans le pays ainsi que leurs attentes à l'égard de la campagne électorale à venir et les sujets qu'ils souhaitent voir abordés.

L'enquête a été réalisée par Ipsos bva pour le Laboratoire de la République auprès d'un échantillon national représentatif de 1 001 personnes âgées de 18 ans et plus, interrogées du 15 au 17 juillet 2026. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée, région et catégorie d'agglomération) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les résultats ont été redressés afin d'assurer leur représentativité par rapport à la population française âgée de 18 ans et plus.

Un attachement toujours très fort aux valeurs républicaines, mais un jugement sévère sur leur application concrète

Comme lors de la première vague du dispositif réalisée en 2025, les valeurs républicaines continuent de faire l'objet d'**un large consensus** au sein de l'opinion. La liberté demeure **la valeur la plus unanimement défendue**, avec 96% des Français qui la jugent « importante » (+1 point), dont 74% « très importante ». La fraternité (91%, +2 points) et l'égalité (90%, -3 points) recueillent également **des niveaux d'adhésion très élevés** et globalement stables par rapport à l'an dernier. Des résultats qui témoignent du **maintien d'un socle de références communes largement partagé** dans la société française.

Cet attachement est d'autant plus remarquable qu'**il se retrouve dans pratiquement tous les segments de la population**, au-delà des différences d'âge, de catégories sociales ou de proximités partisans. Les éventuels écarts portent ainsi davantage sur **l'intensité de l'adhésion que sur son principe même**, avec notamment des sympathisants des partis de gauche qui sont plus enclins à trouver que la fraternité et l'égalité sont « très importantes » que les Français se sentant proches des partis du centre, de droite ou d'extrême-droite. En revanche, l'attachement à la liberté est transpartisan, ce qui peut laisser supposer que tous ne mettent pas les mêmes éléments derrière cette valeur.

En revanche, les Français continuent d'exprimer **un jugement beaucoup plus critique lorsqu'ils évaluent la manière dont ces valeurs sont mises en œuvre aujourd'hui**. Si une courte majorité estime que la liberté correspond plutôt bien à la société française actuelle (54%), un chiffre qui progresse d'ailleurs légèrement par rapport à l'an dernier (+4 points), seuls un quart des Français environ portent le même jugement concernant la fraternité (27%) ou l'égalité (24%). Plus de sept personnes interrogées sur dix considèrent au contraire que ces deux valeurs sont mal appliquées dans les faits aujourd'hui en France. On constate sans surprise que les sympathisants des partis radicaux (FI, RN) ainsi que les personnes qui ne se sentent proches d'aucun parti politique¹ sont les plus enclins à juger sévèrement la manière dont les trois valeurs de la devise républicaine sont concrètement mises en œuvre.

¹ Elles représentent un répondant de notre échantillon sur cinq (21%).

Le principal enseignement est donc celui d'**un décalage structurel et fort entre l'adhésion aux principes républicains et l'insatisfaction à l'égard de leur traduction concrète.**

La laïcité constitue de ce point de vue un cas particulier. Plus des trois quarts des Français (77%) considèrent qu'**elle protège les citoyens en garantissant la liberté de conscience et l'égalité de traitement**, tandis que seuls 23% y voient avant tout une limitation excessive de l'expression religieuse. Les moins de 35 ans (31%) et les sympathisants FI (34%) sont un peu plus enclins à partager cette opinion, mais elle reste très minoritaire même dans ces deux catégories. Au contraire, les électorats de gauche modérée, du centre et de la droite républicaine apparaissent particulièrement attachés à cette dimension protectrice de la laïcité.

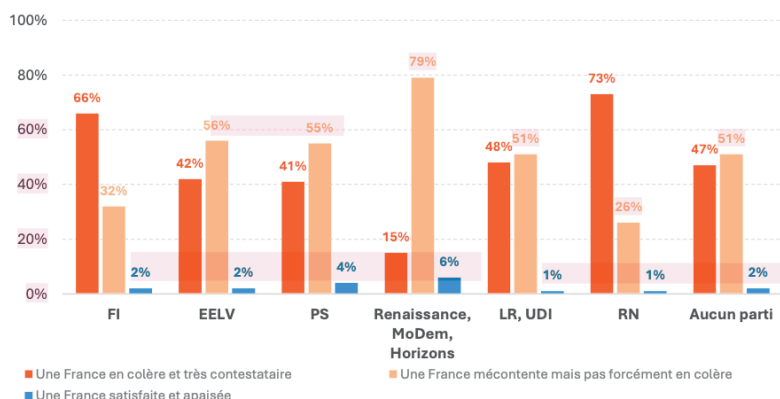
À l'approche de l'élection présidentielle, une société qui reste marquée par le pessimisme et un fort sentiment de déclin

L'enquête confirme **la prégnance du regard très sombre que les Français portent sur l'état du pays**. Une très large majorité d'entre eux (85%) estime ainsi que **la France est aujourd'hui en déclin**. Si ce déclin est jugé réversible par une majorité (57%), **près de trois Français sur dix le jugent néanmoins irréversible**. Ce niveau de déclinisme, s'il a légèrement décliné par rapport à de précédentes mesures², reste très élevé et supérieur à ceux enregistrés au cours de la période 2017-2023.

Cette perception d'une France en déclin **traverse l'ensemble des catégories de population**, mais elle s'avère particulièrement forte au sein des catégories populaires (89% chez les employés et ouvriers), dans les classes d'âge intermédiaires (90% chez les 35-59 ans) et chez les sympathisants RN (95%). Les sympathisants des partis du « bloc central »³ se distinguent par un sentiment de déclin de la France bien moins prononcé (58%), mais il est notable de constater que même chez eux, il reste majoritaire.

Ce sentiment de déclin s'accompagne d'**un niveau élevé - et en hausse - de mécontentement**. Plus d'un Français sur deux (52%) se reconnaît dans l'image d'une « France en colère et très contestataire », tandis que 46% se définissent comme proches d'une France « mécontente, mais pas forcément en colère ». On relève que c'est la première fois dans nos études que la « France en colère » dépasse la « France mécontente », signe supplémentaire de l'ampleur des tensions qui traversent la société. Seule une fraction marginale de la population (2%) se reconnaît au contraire dans « une France satisfaite et apaisée ».

Graphique 1 – Le regard porté sur la France selon la proximité partisane



² Enquête « Fractures françaises » réalisée par Ipsos bva pour Le Monde, le Cevipof (Sciences Po), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, du 1er au 9 octobre 2025, auprès d'un échantillon national représentatif de 3 000 personnes âgées de 18 ans et plus.

³ Renaissance, MoDem et Horizons.

Ce sentiment de colère domine tout particulièrement au sein des électorats FI (66%) et surtout RN (73%), mais il est aussi très élevé chez les employés et les ouvriers (62%) et les personnes disposant d'un revenu modeste (65%), ainsi que dans les classes d'âge intermédiaires et actives de 35 à 59 ans (56%).

Ces résultats traduisent ainsi un climat général de défiance et d'insatisfaction qui constitue **l'un des principaux arrières-plans de l'opinion publique à l'approche de l'élection présidentielle.**

Le sentiment d'une polarisation croissante du débat public sur les grands sujets de société

Ce contexte national très sombre s'articule avec les difficultés perçues par les Français à l'égard de l'état du débat public. Globalement, les Français considèrent que les personnes qui ont des opinions différentes **peinent de plus en plus à échanger sereinement sur les grands sujets de société**, et tout particulièrement à propos des questions identitaires et culturelles.

L'immigration apparaît ainsi comme le sujet le plus clivant : seuls 25% des Français considèrent qu'il est encore possible d'en débattre sereinement, contre plus de sept sur dix qui jugent l'inverse. Les sympathisants RN, particulièrement préoccupés par cet enjeu, estiment encore moins que la moyenne (20%) qu'un débat serein est possible sur ce sujet. Le même constat global s'observe concernant les religions et la laïcité, pour lesquelles les deux tiers des Français affirment que le débat n'est pas serein, ainsi que pour les droits des personnes LGBT, où une nette majorité (59%) porte également ce jugement.

À l'inverse, **certains sujets apparaissent significativement moins polarisés.** C'est notamment le cas du changement climatique, des vaccins ou encore des conflits internationaux, pour lesquels une courte majorité considère qu'il reste possible d'échanger sereinement sur ces questions. Les tris révèlent que **les Français se sentant proches des formations situées aux extrémités du spectre politique sont généralement les plus nombreux à percevoir des tensions** et des difficultés de dialogue.

Un décalage croissant entre un débat public centré sur l'immigration et des attentes massives des Français à propos des questions sociales

Malgré la forte présence des questions identitaires ou migratoires dans le débat politique et médiatique, **les préoccupations des Français continuent de concerner avant tout les enjeux sociaux.**

Le pouvoir d'achat apparaît ainsi de loin comme **la question sur laquelle les Français souhaitent que les débats de l'élection présidentielle portent avant tout** (46%), ce chiffre étant encore plus élevé parmi les 35-59 ans (52%), les sympathisants des partis de gauche (54%) ou encore les employés et les ouvriers (55%). Les questions liées à l'insécurité (30%), aux services publics et à la protection sociale (30%), à la situation budgétaire du pays (28%), à l'immigration (27%) ou encore à l'environnement (20%) arrivent assez loin derrière l'enjeu du coût de la vie dans les préoccupations des Français.

Cette domination des enjeux sociaux est **confirmée par deux éléments de l'enquête.** Tout d'abord, quand ils sont interrogés sur les questions dont ils pensent spontanément qu'elles « ne sont pas assez abordées dans le débat public

actuel », les Français citent très majoritairement cette question du pouvoir d'achat ou des éléments associés (« le coût de la vie », « le prix des carburants »...), devant les questions liées à la santé, aux services publics, puis seulement à l'insécurité et au changement climatique. Ils mettent par ailleurs en tête des enjeux dont ils pensent qu'ils « sont importants pour l'avenir de la France et des générations futures » les questions de santé publique, de situation économique et sociale et de pouvoir d'achat, qui sont toutes trois en lien avec cette dimension sociale.

Cette centralité des enjeux sociaux est d'autant plus marquante que les Français n'ont pas le sentiment qu'elle se manifesterait au cours de la campagne électorale présidentielle. Interrogés sur les enjeux qui seront selon eux prioritairement évoqués par les candidats et les médias à cette occasion, ils évoquent avant tout l'immigration (42%) suivie de l'insécurité (37%), le pouvoir d'achat n'arrivant qu'en troisième position (34%). A noter aussi la disjonction entre les attentes assez fortes en matière de services publics et de protection sociale (30%) et la faible place dont les personnes interrogées anticipent qu'il leur sera fait durant la campagne (17%).

Graphique 2 – L'écart entre le souhait et l'anticipation des Français à propos des enjeux les plus présents lors de la campagne électorale de 2027



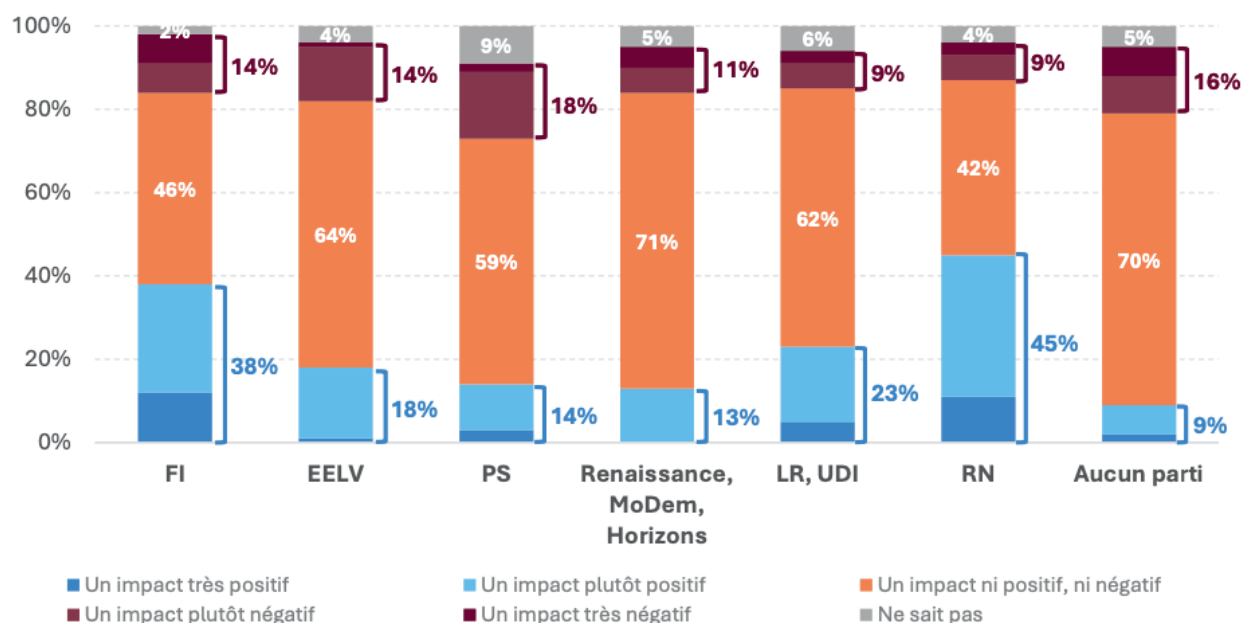
Une forte attente de changement à l'approche de l'élection présidentielle, mais un espoir d'amélioration qui reste contenu

Dans ce contexte, la prochaine élection présidentielle est largement perçue comme un rendez-vous majeur. Près de neuf Français sur dix (89%) la jugent « importante », dont plus d'un quart (27%) qui vont jusqu'à la qualifier d'« historique ». À noter que les sympathisants FI et RN sont les plus enclins à considérer que ce scrutin sera « historique » (respectivement 40% et 46%), ce qui reflète leur motivation aussi bien que leur confiance face aux résultats. Les moins de 25 ans, dont beaucoup voteront pour la première fois lors d'une élection présidentielle, sont aussi plus enclins que la moyenne des Français à faire ce constat (37%).

Pour autant, les bénéfices attendus à l'issue du scrutin restent mesurés. Si 44% des Français pensent que l'élection pourrait avoir un impact positif sur la situation du pays, seuls 25% anticipent un impact positif sur leur situation personnelle. Là aussi, les sympathisants FI (28%) et RN (45%) anticipent davantage un impact positif du scrutin sur leur propre situation que la moyenne des Français. Reste qu'une majorité considère donc leur propre situation restera inchangée (57%), quel que soit le résultat de l'élection. On constate sans surprise que les plus sceptiques

envers l'impact du scrutin sont les personnes qui ne se considèrent comme proches d'aucun parti politique.

Graphique 3 – L'impact anticipé du résultat de l'élection présidentielle sur sa situation personnelle



Les attentes de changement apparaissent en revanche très nettes : près de huit Français sur dix (79%) pensent que leurs compatriotes souhaitent « de très forts changements dans la manière dont le pays est gouverné », contre seulement 21% qui estiment qu'ils privilégieront au contraire « une certaine stabilité ». Si la perception d'une demande de rupture est naturellement très forte chez les sympathisants FI et RN, elle est aussi largement majoritaire jusque parmi les soutiens des partis du « bloc central », dont 73% pensent que les Français espèrent de profonds changements en termes de gouvernance après l'élection.

Sur le profil du futur chef de l'État, l'opinion est en revanche très partagée. **Une courte majorité (53%) estime que les Français seront davantage tentés par « une personnalité nouvelle, capable d'apporter des idées et des pratiques politiques différentes »**, tandis qu'une part presque aussi importante (47%) jugent qu'ils privilégieront plutôt l'expérience et la capacité à faire face aux crises. Assez contre-intuitivement, on constate que les moins de 35 ans pensent majoritairement que les Français éliront une personnalité d'expérience, là où les 60 ans et plus anticipent en revanche nettement un choix de renouvellement. En termes partisans, les sympathisants RN estiment très largement que les Français feront le choix d'une personnalité incarnant le renouvellement (66%)⁴, alors que les proches de la FI (55%) et surtout des partis du « bloc central » (67%) pensent que l'expérience primera dans le choix des électeurs.

⁴ L'enquête a été menée du 15 au 17 juillet 2026, soit après le prononcé de l'arrêt de la cour d'appel de Paris dans l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national, et l'annonce par Marine Le Pen de sa candidature à l'élection présidentielle de 2027 (le 7 juillet 2026).

Conclusion

Cette deuxième vague confirme largement les constats établis dans la vague de 2025 à propos du rapport des Français aux valeurs républicaines. S'ils y demeurent **très largement attachés**, ils continuent de **juger sévèrement leur application concrète dans la société**, tout particulièrement en ce qui concerne la fraternité et l'égalité. Alors que la campagne pour l'élection présidentielle de l'an prochain va s'intensifier dans les semaines qui viennent, le climat d'opinion reste dominé par un fort pessimisme collectif, la perception d'un déclin du pays et une demande importante de changement.

L'enquête met également en évidence **la perception par les Français d'une polarisation croissante du débat public**, particulièrement sur l'immigration, les questions religieuses et certains sujets sociétaux. Dans le même temps, **les préoccupations des Français restent en revanche avant tout structurées autour des enjeux sociaux** - pouvoir d'achat, système de santé et fonctionnement des services publics - alors qu'ils anticipent **une campagne qui sera en revanche centrée sur les questions régaliennes d'immigration et d'insécurité**.

À l'approche de l'élection présidentielle, les Français apparaissent au final partagés entre **une forte aspiration au changement** qui coexiste avec **une confiance limitée dans la capacité du scrutin à améliorer concrètement leur situation personnelle**.

CONTACTS

 www.lelaboratoiredelarepublique.fr

 equipe@lelaboratoiredelarepublique.fr

 presse@lelaboratoiredelarepublique.fr



LABORATOIRE
de
la
RÉPUBLIQUE